



BRÈVES ÉCONOMIQUES Des Balkans occidentaux

Une publication du SER de Belgrade
Edition du 10 octobre 2025

Le chiffre

LE CHIFFRE A RETENIR

190 000

La pénurie de travailleurs d'ici 5 ans dans la région selon la Banque mondiale, à contexte économique et démographique constant, et sans réforme de la politique d'emploi

Région

Publication du rapport semi-annuel de la Banque mondiale sur les Balkans occidentaux

La [Banque mondiale](#) a publié mardi son rapport économique semi-annuel (printemps-automne) sur les Balkans occidentaux. Elle a révisé à la baisse sa prévision de croissance régionale pour 2025, de 3,6 % (avril) à 3 %, en raison d'un environnement international dégradé et de l'apparition de difficultés au niveau domestique. Le ralentissement de la croissance en Serbie, première économie de la région, y joue pour beaucoup (prévision réduite à 2,8 %, contre 3,9 % en avril). Le rapport comprend une étude approfondie des marchés du travail dans la région, mettant en évidence le paradoxe entre des pénuries de main d'œuvre qui se multiplient et des taux de chômage qui dépassent 10 % – avec en parallèle, une participation des femmes relativement faible (55 % en moyenne). A contexte économique et démographique inchangé, et sans réforme de la

politique de l'emploi, les économistes de la Banque mondiale chiffreront le déficit de main d'œuvre pour la région à 190 000 travailleurs d'ici cinq ans (2,5 % de la population active actuelle).

Organisation du Western Balkans Digital Summit à Skopje

Les 2 et 3 octobre, des ministres et des représentants des six pays des Balkans occidentaux (BO) se sont réunis à Skopje pour la 7^e édition du [Western Balkans Digital Summit](#) (WBDS), organisé par le gouvernement macédonien et le Conseil de coopération régionale (RCC). Les discussions ont abouti sur deux déclarations communes. L'une sur la connectivité digitale dans les BO, en particulier l'harmonisation, voire la suppression, des frais d'itinérance entre les pays de la région et entre ces derniers et l'UE. Et l'autre sur l'adoption d'un portefeuille d'identité numérique commun et sur l'interopérabilité des services numériques (par exemple les signatures électroniques), selon les standards européens (définis par le règlement eIDAS 2.0).

Sommet de Brdo-Brijuni pour l'élargissement

[Le 14^{ème} sommet du processus de Brdo-Brijuni a rassemblé, les 5 et 6 octobre, les chefs d'Etat des six pays des Balkans occidentaux](#). Organisée cette année sous le haut patronage de l'Albanie, cette initiative slovène-croate, en place depuis 2013, vise à renforcer la coopération régionale en vue de fédérer ces pays vers une aspiration commune : l'adhésion à l'Union européenne.

L'intitulé donné cette année au sommet – « intérêt mutuel, engagements partagés pour un avenir commun : avancer ensemble vers l'Union européenne » – n'a pas empêché la résurgence de tensions. Les dissensions entre le président Vucic et son homologue kosovare Osmani sur la question de la souveraineté territoriale, ainsi que le désaccord croate concernant la proposition allemande de limitation du droit de véto, ont perturbé les discussions à l'ordre du jour.

Les thématiques phares de cette édition portaient sur les défis propres à la jeunesse et à l'emploi – fuite des cerveaux, création d'emplois qualifiés, alignement entre les filières universitaires et les débouchés professionnels – en écho au récent rapport de la Banque mondiale sur les transformations du monde du travail dans les Balkans occidentaux.

Lancement des instruments de paiement SEPA en Albanie, le Monténégro et la Macédoine du Nord

L'[Albanie](#), le [Monténégro](#) et la [Macédoine du Nord](#) ont inauguré leurs premières transactions « SEPA », selon les standards définis au sein de l'Espace unique de paiement en euro (SEPA – Single Euro Payment Area). En Serbie, le lancement des instruments SEPA est attendu en novembre. C'est un progrès important

pour les populations et les MPME de ces économies, et plus globalement pour l'arrimage de leurs systèmes de paiements avec celui de l'UE, qui se traduit pour l'instant, pour les paiements de détail en euro, par une réduction considérable des frais et des délais, et par la suppression de la différence de frais entre les transactions domestiques et internationales (dans le périmètre du SEPA, 41 pays au total). Le travail d'adoption des instruments plus complexes du SEPA se poursuit, notamment les paiements instantanés. Les banques centrales de la région travaillent à cet effet avec la Banque d'Italie, qui gère la plateforme TIPS pour l'Eurosystème.

Au Monténégro, les virements jusqu'à 200 EUR sont désormais gratuits au niveau domestique et SEPA ; les frais seront limités à 1,99 EUR pour les virements jusqu'à 20 000 EUR, et à 25 EUR au-delà de 20 000 EUR. En Macédoine du Nord, les frais moyens pour les virements jusqu'à 500 EUR sont réduits de 1 600 MKD (26 EUR) à 260 MKD (4,2 EUR), et de 4 740 MKD (77 EUR) à 570 MKD (9,2 EUR) pour les virements jusqu'à 20 000 EUR. En Albanie, les frais applicables pour les instruments SEPA n'ont pas été communiqués, mais le gouverneur de la Banque d'Albanie, Gent Sejko, a annoncé qu'ils ont été divisés par 5 pour certains, et que l'adoption des standards SEPA induirait des économies de 20 M EUR dès la première année.

Albanie

La Banque d'Albanie maintient son taux directeur à 2,5 %

Le 1^{er} octobre, [le conseil de surveillance de la Banque d'Albanie](#) a décidé de maintenir son taux directeur à 2,5 % (facilité de dépôt à 1,5 % et facilité de crédit à 3,5 %). Selon le gouverneur Gent Sejko, la prudence de la politique monétaire est justifiée dans un contexte de fortes incertitudes au niveau international. D'ailleurs, sur le plan domestique, la croissance se traduit aussi par une nette expansion du crédit (+ 14 % en g.a. en août). La cible d'inflation (3 %) devrait être atteinte au premier semestre 2026.

Moody's : confirmation de la notation souveraine à "Ba3"

[Moody's](#) a confirmé la notation d'emprunteur souverain de l'Albanie, à « Ba3 » avec perspective stable, attribuée en octobre 2024. L'agence de notation prévoit une croissance de 3,7 % pour 2025 et un déficit public de 2,5 % du PIB, son analyse de la situation macro-économique en Albanie rejoint celle de S&P, qui avait confirmé sa notation souveraine pour l'Albanie (« BB ») il y a quelques semaines (cf. Brèves 26 septembre).

Bosnie-Herzégovine

Adoption de l'Agenda de réformes par le Conseil des ministres

Le Conseil des ministres de la Bosnie-Herzégovine a adopté [le 30 septembre](#) l'Agenda de réformes. Cet agenda doit permettre au pays de bénéficier de 1 Md EUR provenant du programme de l'Union européenne dans le cadre du Plan de croissance pour les Balkans occidentaux, sous réserve du respect des engagements pris au titre dudit Agenda. Si le document est approuvé à Bruxelles, la Bosnie pourrait obtenir 917 M EUR, bien que le pays ait déjà perdu environ 108 M EUR en raison de retards. Le premier versement, d'un montant de 60 M EUR, pourrait être effectué avant la fin de l'année. Le programme prévoit 114 mesures regroupées en quatre domaines : transition verte et numérique, développement du secteur privé, capital humain et État de droit. Les principales réformes comprennent le déploiement de la 5G, une nouvelle loi sur l'électricité, l'alignement de la réglementation sur des entreprises, la numérisation de l'éducation, une loi sur le congé maternité et des mesures visant à renforcer le système judiciaire et à lutter contre la corruption.

Kosovo

Dette externe au T2 2025

D'après [l'Institut de statistiques du Kosovo](#), la dette externe brute du pays a bondi de 11,5 % en g.a. au T2 2025 – atteignant 4,3 Mds EUR fin juin, contre 3,97 Mds EUR l'année précédente. Cette augmentation est à la fois portée par la dette publique, en progrès de 15,4 % en g.a. (de 883 M EUR à 1 Md EUR), et la dette privée, en croissance de 10 % en g.a. (de 3,1 Mds EUR à 3,4 Mds EUR). La dette publique externe représente 23 % de la dette externe, un ratio stable depuis plusieurs années. Selon les prévisions du FMI, la dette externe du pays devrait atteindre 42,4 % du PIB en 2025 (41,1 % du PIB en 2024).

Macédoine du Nord

4iG avec Ericsson pour le déploiement de la 5G

[Dans une lettre d'intention signée le 29 septembre, Ericsson Telecommunications Macedonia et One Macedonia](#), filiale du groupe hongrois 4iG, s'associent en vue de concevoir et de déployer un réseau 5G d'une génération nouvelle dans le pays. La mise en œuvre du partenariat sera effective à l'attribution du marché public par les autorités macédoniennes. L'Agence des

communications électroniques (AEC), qui a lancé l'appel d'offres en avril dernier, rendra sa décision début novembre. Le suspense reste limité puisque 4iG est le seul candidat en lice.

L'appel d'offres vise explicitement à introduire un nouvel opérateur sur le marché national des télécoms, afin de renforcer la couverture mobile et de soutenir la stratégie nationale de déploiement de la 5G sur l'ensemble du territoire. Les objectifs fixés à l'opérateur sont clairs : lancer les services 5G dans une ville au moins d'ici fin 2026, étendre la couverture le long des principales routes de transport d'ici 2028, et rendre le service disponible dans toutes les villes d'ici 2030, avec une vitesse minimale de 100 Mbps par citoyen d'ici 2032.

Le marché mobile macédonien est fortement concentré, dominé par A1, la filiale du groupe autrichien A1 Telekom Group, et Makedonski Telekom, filiale de Deutsche Telekom, qui desservent ensemble plus de 94 % des utilisateurs. L'arrivée d'un troisième opérateur comme One Macedonia devrait stimuler la concurrence au bénéfice des 1,95 million d'utilisateurs qui jouiront à l'avenir de coûts de services plus faibles.

Monténégro

Conclusion de la mission de l'article IV de 2025

Le FMI a terminé sa mission au Monténégro [le 26 septembre](#). Il estime qu'après une forte reprise postpandémique, l'économie monténégrine s'est stabilisée avec un rythme de croissance de 3,2 % en 2024, qui s'est maintenu au premier semestre 2025. L'inflation, tombée de 13 % en 2022 à 1 % en septembre 2024, a rebondi pour atteindre 4,6 % en août 2025 (inflation sous-jacente : 3,7 %). Le déficit budgétaire s'élèverait à 3,5–3,7 % du PIB en 2025, contre 2,9 % en 2024, et pourrait dépasser 4 % du PIB d'ici 2030. La dette publique est projetée à environ 65 % du PIB à cet horizon. Des réformes fiscales et de dépenses sont jugées indispensables pour respecter la loi de responsabilité budgétaire (déficit <3 %, dette <60 % du PIB). Le déficit du compte courant devrait atteindre 18 % du PIB en 2025, avant de se modérer à 15 % à moyen terme. Ce déséquilibre souligne la nécessité d'attirer davantage d'IDE productifs pour financer la croissance sans accroître l'endettement. Le secteur bancaire demeure solide, bien capitalisé et liquide, malgré une forte hausse du crédit et des prix immobiliers. D'après le Fonds, à long terme, le Monténégro devra mobiliser 5 à 6 % du PIB supplémentaires d'ici 2035 pour faire face aux pressions liées au vieillissement, à la défense et au changement climatique. Le pays devrait diversifier l'économie au-delà du tourisme, en misant sur les énergies renouvelables, le numérique et les PME innovantes. Les principaux défis concernent la soutenabilité budgétaire, le déficit extérieur, le vieillissement démographique et les risques climatiques, tandis que l'adhésion à l'Union européenne représente une opportunité stratégique.

Moody's : confirmation de la notation souveraine à Ba3 du Monténégro avec perspective stable

Le 3 octobre, l'agence de notation [Moody's](#) a confirmé la notation souveraine à Ba3 du Monténégro avec perspective stable. L'agence a notamment souligné la confiance dans la stabilité macroéconomique du pays, la viabilité de ses finances publiques et le programme de réformes en cours. L'agence a ajouté qu'une revalorisation pourrait être possible si le pays accélère l'assainissement budgétaire et maîtrise les risques budgétaires, notamment ceux liés à la poursuite des travaux de construction de l'autoroute Bar-Boljare. Moody's prévoit une croissance économique de 3,8 % en 2025, tirée principalement par la consommation privée, stimulée par la hausse du salaire minimum et la réduction des cotisations de retraite et d'assurance invalidité instaurées en octobre 2024.

Serbie

Entrée en vigueur des sanctions américaines contre NIS

Après avoir accordé huit dérogations successives, le 8 octobre, le Département du Trésor américain (OFAC) a mis en œuvre [les sanctions contre la compagnie pétrolière serbe NIS, détenue à 56 % par Gazprom via Gazprom Neft](#) et une autre de ses filiales. D'après les autorités, l'entreprise dispose d'un approvisionnement suffisant en pétrole brut destiné à la transformation, ainsi que de quantités suffisantes de produits pétroliers pour approvisionner le marché jusqu'à la fin de l'année. Ses stations-service sont approvisionnées en tous types de produits pétroliers et sont prêtes à répondre aux besoins des consommateurs. Les cartes de paiement étrangères (MasterCard, Visa) ne seront plus acceptées dans les stations-service NIS, les clients pourront utiliser la carte Dina serbe ou payer en espèces ou par IPS. L'oléoduc JANAFA a obtenu une licence l'autorisant à participer aux activités habituelles et nécessaires au transport de pétrole, lui permettant d'achever toutes les activités entreprises dans le cadre du contrat actuel de transport de pétrole brut d'ici le 15 octobre 2025. Elle a toutefois indiqué stopper ses livraisons en l'absence de licence équivalente pour NIS.

S&P : maintien de la notation souveraine à « BBB-/A-3 » avec perspective stable

L'agence de notation Standard & Poor's (S&P) a annoncé [le 6 octobre](#) le maintien de la notation souveraine de la Serbie à « BBB-/A-3 » avec perspective stable. L'agence motive sa décision par la stabilité macroéconomique, soutenue par une politique budgétaire crédible et des réserves de change suffisantes (31,3 Mds EUR en juillet), (ii) un niveau des réserves en devises satisfaisant (28,2 Mds EUR fin août) et (iii) une bonne gouvernance de la dette publique (48,5 % du PIB).

Néanmoins, l'agence a souligné les risques liés à la baisse des flux d'investissements directs étrangers et à l'exposition du pays au secteur énergétique. NIS, seule compagnie pétrolière serbe détenue majoritairement par le groupe russe Gazprom, reste vulnérable aux sanctions américaines.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional des Balkans occidentaux

Rédaction : Pierre GRANDJOUAN, Davina EL-BAZE, Jean-Hippolyte FEILDEL, Branka MARKOVIC, Alexandre MARTINEZ, Fabrice PAYA, Leopold LUCQUET, Aleksandra VASILJEVIC

[Abonnez-vous](#)